

José Bové
Gilles Luneau

L'ALIMENTATION EN OTAGE



autrement

L'alimentation en otage

Collection **Angles & Reliefs**.

Le suivi éditorial de cet ouvrage a été assuré par Marion Chatizel.

© Éditions Autrement, Paris, 2015.

www.autrement.com

L'alimentation en otage

José Bové
et Gilles Luneau

CARTOGRAPHIE
Hugues Piolet

Collection Angles & Reliefs
Éditions Autrement

INTRODUCTION

Imaginez-vous devant un distributeur automatique de morceaux de viande. Vous glissez 5 euros dans la fente et enfoncez le bouton de votre choix, par exemple « bavette ». Votre geste déclenche une *imprimante 3D* alimentée en cellules de viande de bœuf, modèle muscle long, cultivées sous cloche aseptique. La machine ronronne trois minutes... Voilà c'est fait, la viande est enveloppée automatiquement et vous la récupérez en bas de la glissière. Fiction ? À peine... les prototypes sont en route. Vous disposez déjà, chez les fournisseurs de restauration collective, d'œufs en poudre, blancs et jaunes séparés. Mieux, vous pouvez acheter de la mayonnaise sans œuf ! Ou de l'escalope... de PST, ou protéines de soja texturées, qui n'a de carné que le nom. Ce succédané de viande qui fait le bonheur des végétariens est aussi une arnaque dans pas mal de plats préparés (type *nuggets*, boulettes ou raviolis) où le PST sert de « *meat extender* » comme disent les Anglo-Saxons : en clair, il augmente le poids de la viande. L'emballage et le marketing ne vantent que la viande, pas le reste. Tout comme ils oublient de signifier que les escargots de Bourgogne sont le plus souvent turcs, que l'andouille bretonne est parfois faite avec du boyau coréen et du porc polonais et que le jambon d'Aoste est chinois ou vietnamien. Qu'importe, ils sont conditionnés en France. L'emballage *made in France* fait illusion.

Nous vivons une époque où le mensonge économique est roi. Une époque où les mots se vident de sens, où les origines des aliments s'effacent au profit de l'image que l'on veut nous vendre d'eux. La perte de repères sur laquelle nous alertent philosophes et politiques touche aussi l'alimentation. L'industrie agroalimentaire et la grande distribution s'ingénient à inventer une histoire à l'aliment qu'ils nous vendent. Peu à peu, son origine réelle, les champs, les étables, les femmes et les hommes de la terre, les saisons, la mort des animaux, les métiers de bouche s'estompent au profit d'une *représentation mentale* de la denrée ; représentation savamment concoctée par le marketing. Cette représentation n'a plus de lien avec le réel, mais entretient un fantasme visant à berner les gens. Il n'y a plus ni campagne ni paysans dans cette affaire, mais des usines à malbouffe dont on sait qu'elles peuvent faire des raviolis avec du cheval, de la viande avec des OGM, des antibiotiques et bientôt des hormones, des fruits et légumes avec des pesticides cancérigènes, du lait avec des vaches folles et maintenant du steak sans animal et des préparations aux œufs sans œufs. Ce brouillage des cartes sur la nature exacte des aliments sert à nous faire avaler les produits qui procurent le maximum de bénéfices aux industriels qui les fabriquent. Qu'on le comprenne bien, il y a des décennies que le commerce agroalimentaire ne sert plus le client mais la Bourse.

Dans les lignes qui vont suivre, vous allez découvrir que votre assiette est sous l'empire de quelques multinationales qui, à grand renfort d'« innovations », rongent notre liberté de choisir notre régime alimentaire selon les saisons et les terroirs, et qu'à l'échelle planétaire, les paysannes et paysans sont les premières victimes de ces stratégies industrielles et financières. Ils sont dépossédés du choix des semences de leurs cultures et de celui des

rares des animaux qu'ils élèvent. Ils perdent leur accès à la terre, à l'eau, au marché. Notre enquête révèle la volonté permanente d'un certain nombre d'entreprises transnationales de tout faire pour s'interposer entre l'homme et la nature. Pour nous faire oublier d'où nous venons. Pour effacer le souvenir du jardin nourricier primordial qu'est la Terre. Pour endormir notre instinct qui nous pousse à nous tourner vers elle quand nous avons faim et soif ou quand nous sommes malades. Pour nous faire perdre nos repères et mieux nous accrocher à ceux que ces entreprises nous tendent : des marques au lieu de noms d'aliments, une multitude de produits alimentaires industriels, un choix restreint de légumes non transformés, des préparations où la liste des additifs est plus longue que celle des aliments de base, des ersatz peu reluisants, des bidouillages génétiques et tant de gaspillage.

Le constat peut faire peur. Certes, il est effrayant mais doit être relativisé car de tout temps les femmes et les hommes ont lutté pour leur alimentation. Il y a trente ans, paysans et consommateurs ont fait interdire les hormones dans les élevages français. À plus grande échelle, la lutte que nous avons commencée ici, en France, en fauchant les OGM est devenue un combat international, avec un refus très majoritaire des plantes insecticides par les citoyens. La mobilisation sur la santé des hommes et des abeilles a contraint en 2014 la Commission européenne à créer un moratoire de deux ans sur les insecticides à base de néonicotinoïdes (agissant sur le système nerveux des insectes) pour le maïs et le tournesol. D'autres batailles sont en cours, comme celle menée contre la « ferme des mille vaches », symbole de l'industrialisation agricole. Il n'y a pas de combat trop grand pour les citoyens déterminés. Il importe seulement de faire le choix de ceux que l'on se sent la force de livrer. Considérez donc

L'ALIMENTATION EN OTAGE

cette enquête sur les multinationales qui nous frappent à l'estomac comme la carte des batailles à mener ! La bonne nouvelle, c'est que ces firmes transnationales, qui détestent la lumière, la transparence, la primauté du droit social et environnemental sur l'économie – bref, la démocratie –, sont peu nombreuses. Et que leur talon d'Achille est de dépendre de nos porte-monnaie.

I

Le grand trafic des graines

Au commencement de tout sont les semences. Depuis la naissance de l'agriculture voici plus de dix mille ans, les paysans récoltent les graines de ce qu'ils ont semé, les sélectionnent, les ressemment ou les échangent. Quel que soit le végétal cultivé – fourrage, céréale, légume, arbre fruitier –, la bonne récolte commence par la bonne graine, le bon plant. Le paysan les choisit en fonction de sa connaissance du sol, des besoins en eau, du climat, des attentes de ses clients. De ses envies aussi. Progressivement, on a vu s'installer un appareil réglementaire qui vise à empêcher les paysans de perpétuer cet acte indissociable de leur métier : ressemer ce qu'ils ont semé ou échanger leurs graines avec un voisin. Sous le couvert désormais bien connu de la productivité, de la rationalité, de la rentabilité et de la traçabilité, il est *obligatoire* d'utiliser des graines certifiées. Premier sous-entendu : ces graines sont certifiées par une entreprise semencière. Deuxième sous-entendu : le paysan serait incapable de discerner les bonnes graines des mauvaises. À croire qu'il n'est qu'un exécutant du semencier !

En France, les semences végétales et les plants ne sont autorisés à la culture commerciale que s'ils sont inscrits au « Catalogue officiel des espèces et variétés ». L'inscription est accordée par le


Comité technique permanent de la sélection (CTPS). Seules les semences produites par un agriculteur détenteur d'un Certificat d'obtention végétale (COV) peuvent prétendre à une telle homologation. Ce COV est un acte de propriété sur une variété végétale, un peu comme un brevet industriel. Un dispositif similaire existe aujourd'hui dans plus d'une cinquantaine de pays. Le modèle a été pondu par l'OCDE en 1958 pour donner « un cadre réglementaire approprié qui permet de promouvoir des marchés de semences concurrentiels et de réduire les obstacles au commerce ». Nous voilà au cœur du sujet. Laisser libre le marché des semences ne permet à personne de s'en emparer. Par contre, imposer sous une forme ou sous une autre un système de propriété privée des semences permet aux semenciers les plus puissants de contrôler ce qui se met sur le marché, d'en faire un marché captif (tous les paysans du monde ont besoin de semences) où n'ont ainsi « droit de pousser » que les semences vendues par ces semenciers.

Un bon demi-siècle plus tard, les résultats sont là : plus de la moitié du marché mondial des semences est contrôlée par trois multinationales : les Américains Monsanto (26 %) et DuPont (18 %), le Suisse Syngenta (9 %). Et si l'on élargit le regard, 75 % de ce marché sont aux mains de dix compagnies, dont le Français Limagrain en quatrième position avec 4,8 %. Pour maintenir leur monopole, ces firmes ont plusieurs solutions.

Premièrement, elles rédigent les règles de certification pour les gouvernements, qui leur assurent la limitation du nombre de variétés végétales mises sur le marché et interdisent aux paysans de ressemer leurs propres semences. Efficace. Avec l'aide d'institutions internationales (FAO, Banque mondiale, OCDE,

LES LEADERS MONDIAUX DE L'AGROBUSINESS

CANADA



Agrium Inc. Potash Corp.

NORVÈGE



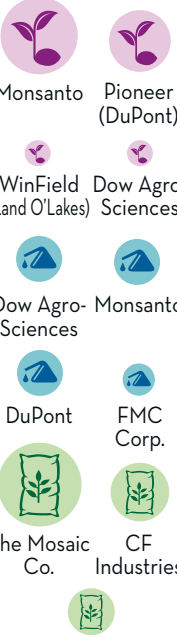
Yara

RUSSIE




Uralkali

ÉTATS-UNIS



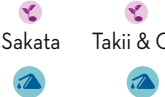
Monsanto Pioneer (DuPont)
WinField (Land O'Lakes) Dow Agro-Sciences
Dow Agro-Sciences Monsanto
DuPont FMC Corp.
The Mosaic Co. CF Industries
Bunge Ltd

ALLEMAGNE




KWS Bayer CropScience
Bayer CropScience BASF K+S Group

JAPON




Sakata Takii & Co.
Sumitomo Chemical Arysta LifeScience

FRANCE



Vilmorin (Limagrain)
Syngenta Syngenta

SUISSE



Syngenta Syngenta

CHINE



Makhteshim-Agan (CNAC) Sinofert Holdings Ltd

ISRAËL



Israel Chemicals Ltd

AUSTRALIE

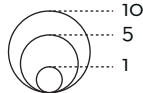


Nufarm

Source : ETC Group, communiqué n° 111, septembre 2013.

Les leaders mondiaux de l'agrobusiness, en 2011

Ventes en milliards de dollars américains



Semences



Agrochimie



Fertilisants

Note : les sociétés citées ici représentent, pour les semences, 75,3 % des ventes mondiales, pour l'agrochimie, 97,8 %, et pour les fertilisants, 41 %.

PNUD), les multinationales semencières imposent progressivement ces règles dans tous les pays au nom de « l'harmonisation commerciale et [de] la mise en place de normes internationales ». Sous le bouclier de l'OCDE, c'est tout un arsenal administratif aux mailles serrées qui s'est construit : l'Association internationale d'essais de semences (ISTA) définit les procédures standard d'échantillonnage et d'essais de semences ; l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) se charge des droits de propriété intellectuelle ; la Fédération internationale des semences (ISF) prévoit des règles commerciales et d'arbitrage pour régler les différends entre ou avec les entreprises semencières. En outre, il y a les conventions et les traités internationaux dépendant de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (plus connue sous le nom de FAO), qui donnent le cadre réglementaire international du commerce des semences (mesures phytosanitaires, accès au matériel phytogénétique, utilisation des pesticides...). La soumission à ces règles est une des conditions exigées pour un pays qui souhaite obtenir des financements internationaux et jouer dans la cour des Grands. C'est comme ça que Bill Gates a été dépêché au Burkina Faso pour troquer l'aide gouvernementale et privée américaine contre l'engagement de semer du coton OGM de Monsanto. L'adhésion aux règles internationales s'accompagne généralement d'une amicale pression pour privatiser les banques (nationales, régionales) de semences. Les pays en développement n'ont pas toujours les moyens financiers d'entretenir ces précieux conservatoires, alors un petit partenariat public-privé et hop, les semenciers peuvent soustraire aux paysans l'accès public au bien commun accumulé par toutes les générations qui les ont précédés. Au besoin, la Fondation Bill et Melinda Gates soutient la

partie privée du partenariat dans le cadre d'un réseau mondial de captation des semences. Ce trésor permet aux multinationales d'avoir des dizaines de milliers de variétés à la disposition de leurs recherches pour faire des hybrides, des OGM qu'ils obligeront, de fait, par la raréfaction organisée des variétés traditionnelles, les paysans à acheter. Nous y reviendrons plus loin.

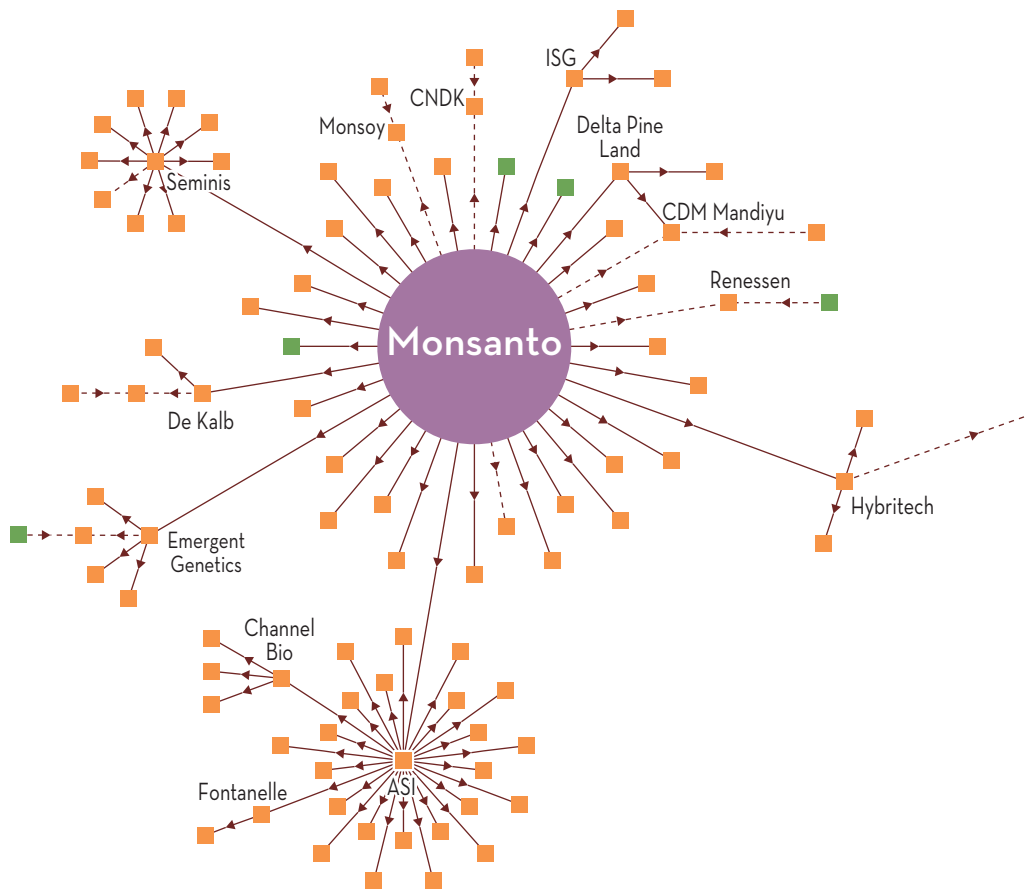
Deuxièmement, pour maintenir et développer leur emprise sur le marché des semences, les multinationales ont réussi à verrouiller le système grâce à une trouvaille des années 1930 : la vente d'hybrides. Très succinctement, il s'agit de graines issues d'un croisement de plantes dont elles tirent certaines qualités, qu'elles perdent cependant lorsqu'on les resème. En fait, avec cette instabilité génétique, le vendeur d'hybrides oblige le paysan à revenir chez lui chaque année. Ce qui est très fort, c'est d'avoir réussi à faire croire aux paysans que le recours aux hybrides était un progrès alors qu'il représente un abandon de souveraineté sur son champ et un coût bien supérieur aux semences normales qui, elles, se reproduisent sans altération génétique. Certes, l'hybride bluffe son monde par une croissance rapide et une uniformité de toute la culture (taille, forme, couleur, goût), ce qui facilite la mécanisation agricole, mais c'est au prix de racines plus courtes que les variétés traditionnelles – il peut donc moins facilement accéder aux nutriments du sol, d'où un besoin important d'engrais et d'irrigation. Quant à l'adaptation génétique de la plante à son milieu – phénomène continu qui, de génération en génération, permet aux plantes d'ajuster leurs capacités mais aussi leur résistance aux maladies et aux parasites, et fait toute la richesse de la biodiversité –, elle est inexistante. On repart à zéro à chaque fois.

Voilà donc une plante génétiquement instable, qui demande plus d'intrants, qui coûte plus cher qu'une semence classique, qui appauvrit la biodiversité mais qui fait de son paysan un héros du progrès et du marché. L'hybride est juste une invention destinée à empêcher le paysan d'exercer, de perfectionner et de transmettre son savoir. C'est une machine à faire marcher le commerce. Enfin, l'hybride est à l'origine de la première loi américaine sur le brevetage des plantes, ouvrant ainsi la voie à la privatisation du vivant. Cette loi est l'œuvre de Henry Wallace, secrétaire démocrate à l'agriculture du président américain Franklin Roosevelt entre 1933 et 1940. Quand Wallace, riche fermier de l'Ohio, arrive au ministère, il est déjà, depuis 1928, patron de l'Iowa Seed Company (devenue le semencier Pioneer en 1935) et farouche partisan des hybrides. Personne ne voit de conflit d'intérêts dans cette situation. Au contraire, on se réjouit outre-Atlantique d'avoir la bonne personne au bon endroit pour faire prospérer les affaires. Un peu comme si on nommait le patron de Monsanto-Europe au poste de Commissaire européen à l'environnement...

Troisièmement, mieux que les hybrides pour les multinationales, il y a les OGM. Là c'est clair, la plante génétiquement modifiée est la propriété brevetée du semencier. Mieux encore, sa descendance aussi est brevetée : qu'une plante génétiquement modifiée féconde celle (normale) du champ d'à côté, et c'est un procès pour contrefaçon qui tombe sur le malheureux voisin (plus de 450 agriculteurs assignés en justice par Monsanto en 2012, 142 procès dont 70 qui ont rapporté 23 millions de dollars à la multinationale). Le brevet est une double source de revenus : à la vente et au procès ! Toujours plus fort, 57 % des plantes génétiquement modifiées le sont pour supporter l'herbicide qui leur est

associé (comme le Roundup de Monsanto, le Liberty de Bayer), 16 % pour sécréter elles-mêmes un insecticide (dites plantes Bt, comme le maïs MON 810 de Monsanto) et 27 % sont à la fois Bt et tolérantes à un herbicide total. Ainsi, la vente de 84 % des OGM est automatiquement associée à celle d'herbicides. Cela tombe bien car les plus importants fabricants d'OGM sont aussi vendeurs d'herbicides. Semenciers du bras gauche, chimistes du bras droit, BASF, Bayer, Dow Chemical, DuPont, Monsanto, Syngenta se partagent les trois quarts du marché mondial des pesticides. Sans mauvais esprit, on peut donc penser que si Monsanto fait des OGM, c'est pour continuer à vendre des herbicides, métier premier de la boutique dont il fallait renouveler la gamme, l'agent orange qui fit la fortune de Monsanto et Dow Chemical – le défoliant de la guerre du Vietnam responsable de nombreux cancers et de malformations à la naissance – ne faisant plus recette. On ne développera pas ici l'impact des plantes génétiquement modifiées sur l'environnement et la santé : vous pourrez satisfaire votre curiosité en consultant le site Inf'OGM (www.infogm.org), bien tenu par des scientifiques bons pédagogues. Restons concentrés sur notre propos, la souveraineté alimentaire.

Les OGM représentent une vaste opération du renouvellement de la chimie agricole associée à la privatisation du vivant. Cette « propriété intellectuelle » que Monsanto et consorts font payer six fois plus cher qu'une semence normale est à ce jour la plus grande arnaque de l'histoire de la civilisation humaine. Les plantes cultivées – alimentaires, textiles, médicinales – tout comme leurs cousines sauvages sont parvenues jusqu'à nous grâce à l'attention des générations successives de paysans, et surtout de paysannes, et grâce aux cueillettes attentionnées

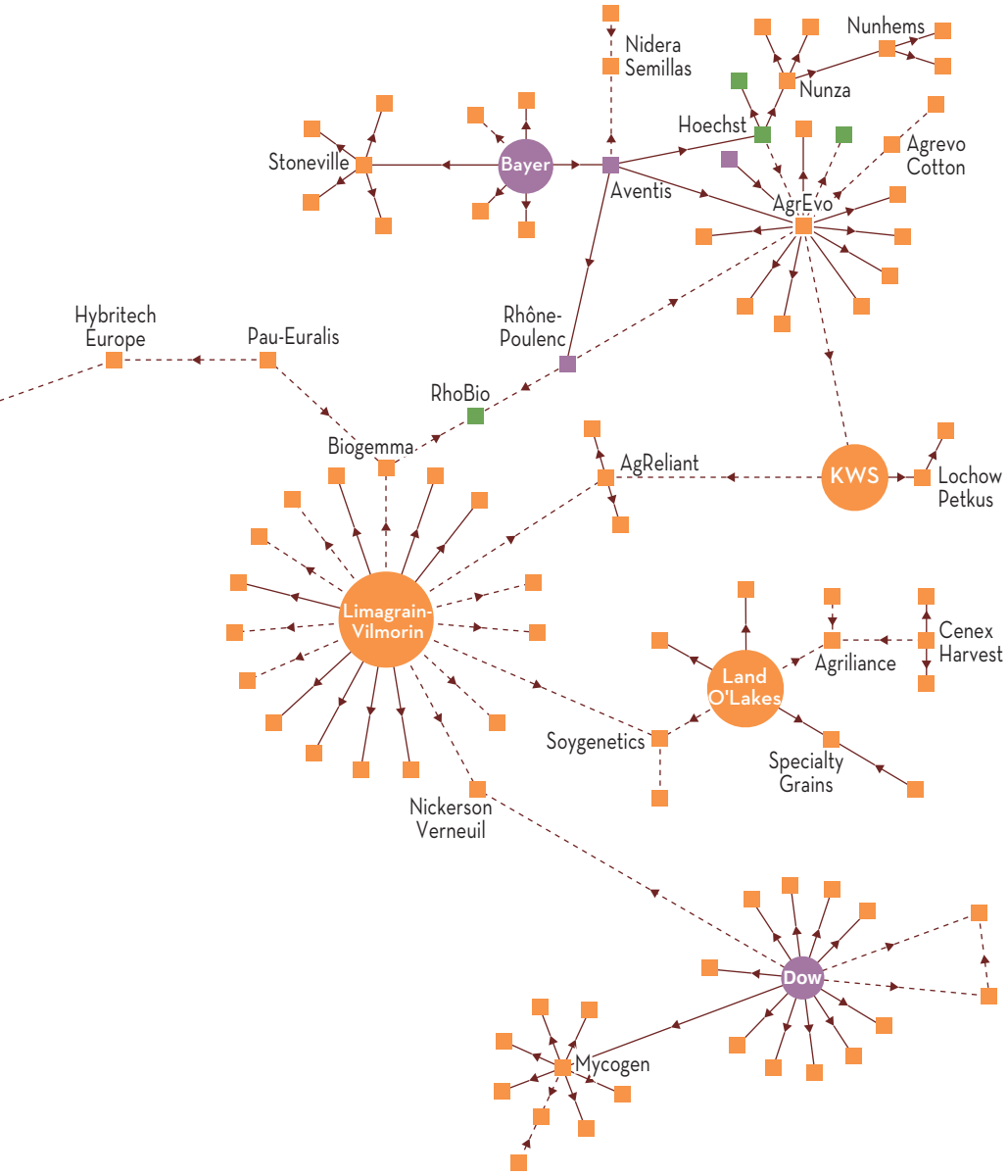


La toile de Monsanto en 2008

- | | |
|---|-----------------------|
| ○ Sociétés-mères
(Taille proportionnelle
à la part de marché) | Acivité principale : |
| □ Filiales ou associés | ■ Semences |
| → Contrôle total | ■ Chimie et pharmacie |
| ---> Contrôle partiel | ■ Autres |

D'après P. Howard, Michigan State University,, UNCTAD Trade & Environment Review 2013.

MONSANTO



des peuples autochtones. Cette biodiversité mondiale entretenue savamment et gratuitement par les paysans est une propriété collective de l'humanité. Ce n'est même pas discutabile, c'est un fait botanique et culturel. Cette richesse est indispensable à la pérennité des cultures et de la biodiversité. C'est d'ailleurs pour cela que ces firmes s'en emparent. Si ce n'était tragique en conséquences humaines, écologiques et philosophiques, il y aurait de quoi rire de ces « précieux ridicules » en blouse blanche qui se proclament fièrement « inventeurs » de plantes quand ils ne font que découvrir avec un gène une fraction de leur incomparable ignorance de la nature – et qu'ils se servent de cette paillette de connaissance pour violenter le vivant. Pire, ceux-là mêmes qui, il y a dix ans, dans leur vision mécanique de la biologie affirmaient péremptoirement « un gène = une fonction = l'expression d'une protéine » et vouaient aux gémonies ceux qui en doutaient, reconnaissent aujourd'hui, toute honte bue, que les gènes échangent des informations entre eux et que ces liens dont on ignore encore tout jouent un rôle dans l'expression des protéines... Un même gène pouvant selon son environnement, selon le moment, exprimer des protéines différentes. Cela n'empêche pas ces soutiers des paillasses de continuer d'affirmer dogmatiquement l'innocuité des OGM. Et d'utiliser tous les stratagèmes de la désinformation pour en contaminer la société à son insu, et la nature.

Cet entêtement d'un quarteron de mécanos du végétal se prenant pour des savants s'explique par l'argent qui est à la clé de ces manœuvres (on estime à 42 milliards de dollars le marché mondial des semences), celui promis par les brevets et celui du marché renouvelable à l'infini de l'alimentation. Ajouter, pour les petits soldats des laboratoires, une touche d'orgueil de se voir

L'ALIMENTATION EN OTAGE

QUAND LES MULTINATIONALES
CONTRÔLENT NOS ASSIETTES

Dans l'ombre de la finance et du profit à court terme, une poignée de multinationales aux pouvoirs tentaculaires ont mis la main sur tous les échelons du système agroalimentaire mondial. De la graine plantée en terre à la grande distribution, des OGM à la sélection génétique animale, du négoce à la transformation, rien ne leur échappe.

Les ressources s'épuisent, les inégalités se creusent, le paysan est dépossédé de son métier, le consommateur berné. Une seule réponse possible face à la superpuissance industrielle mondialisée : exercer chacun et ensemble, en toute conscience, le droit de choisir ce que nous mangeons.

José Bové est député européen écologiste depuis 2009.

Gilles Luneau, journaliste et réalisateur, est rédacteur en chef de *Global Magazine*. Après *Hold-Up à Bruxelles. Les lobbies au cœur de l'Europe* (La Découverte, 2013), *L'alimentation en otage* est leur huitième ouvrage commun.



ISBN : 978-2-7467-4116-4



9 782746 741164

17 €

Retrouvez toute notre actualité sur
www.autrement.com
et rejoignez-nous sur **Facebook**